



Compte rendu Comité Technique Local emplois
17 décembre 2015 reconvoction 7 janvier

Cette année, encore 9 emplois en moins dans les Hautes Alpes.

Cadre A : - 2 direction, - 1 FI Embrun

Cadre B : -1 EDR , -1direction, -1 trésorerie Le Monetier, -1 Trésorerie Château VV,
-1 Trésorerie Laragne

Cadre C : -1 SIP de Gap

Pour la première convocation du CT emplois, nous avons décidé de ne pas siéger et de lire une déclaration pétition commune CGT/Solidaires .

Pour la CGT, les actions associant les agents sont toujours à privilégier mais le peu de temps et la morosité de cette fin d'année rendraient difficile l'organisation d'un envahissement.

En conclusion de la lecture, nous avons regretté qu'une infime partie seulement de la hiérarchie, intermédiaire ou pas, se soit associée à la pétition des agents.

Le directeur a désiré répondre à certains points sur lesquels nous l'apostrophions personnellement.

- Concernant la date du CT, la deuxième convocation ne se fera que le 7 janvier.

Pas question de le tenir pendant les vacances !

Nous avons souligné qu'à la suite des attentats, les OS avaient nationalement mis un frein à leurs rassemblements et appels à manifester.

Alors que la nation glorifiait les services hospitaliers, les services de police, de renseignement, la DG n'a pas fait de pause dans la destruction des emplois et des Missions de Services Publics.

Le ressenti des représentants du personnel sur la date de ce CT ne pouvait être que mauvais.

- Sur le DUERP, Le Directeur a été surpris.

Les membres de la direction se sont rendus aux réunions à la demande des OS.

Philippe Baudier a, pour sa part, assisté aux réunions de deux services où les agents se sont félicités de sa présence.

Nos propos sur le DUERP ont rejoint le sujet de la hiérarchie et du management.

Tous les chefs de service ne sont pas concernés de la même manière par les conditions de travail des agents.

Nous avons mis l'accent sur le décalage entre les propos qui sont tenus dans les instances et la mise en œuvre dans les services.

Les réponses aux risques apparaissant sur le DUERP sont inadéquates.

Un exemple, le théâtre forum est régulièrement cité mais le dernier groupe de travail du CHS a proposé de le mettre en pause car pratiquement plus d'agent DGFIP ne s'y rendent.

Là encore nous avons regretté que tous les chefs de service n'y aient pas assisté.

Ils y ont pourtant été fortement encouragés par l'AGFIP.

Il faut des réformes en profondeur de la gestion des agents.

Le management n'est pas à la hauteur et ce ne sont pas quelques pansements qui régleront le mal être des agents.

Ne siégeant pas au CT, nous ne voulions pas discuter des suppressions d'emplois (localisations, nombre, justification) mais nous avons tenu à aborder le sujet au niveau du vécu .

Lorsqu'il y a suppressions d'un emploi ou seul un agent est concerné, le collègue qui a « mouillé la chemise » pendant des années sur des tâches qui, jusque-là, semblaient de la plus haute importance reçoit un message de dénégation de son travail.

Du jour au lendemain, l'administration lui dit : « ben non, finalement, la mission de Fiscalité Immobilière sur Embrun (au hasard) c'est pas grave, elle se fera au PCRP à Gap ».

Pourtant, un mois avant, lors du CT traitant de la mise en place du PCRP, les cadres A des FI d'Embrun et Briançon avaient une mission hyper essentielle de proximité !!!

Suivant le mot d'ordre intersyndical national suivi massivement dans les départements, nous ne nous sommes pas rendu à la deuxième convocation.

Seule Force Ouvrière a siégé.